



CONSERVATION  
INTERNATIONAL



gaborone declaration  
for sustainability  
in africa



**Contacts:**

Ally Jamah

[ajamah@conservation.org](mailto:ajamah@conservation.org)

+254 725 442 177

Mwangi Gakunga

[mgakunga@comesa.int](mailto:mgakunga@comesa.int)

+260 971 873 343

## **Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial approuve un projet du COMESA de 5,7 millions USD dans le cadre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence --IRCT--**

*L'Érythrée, les Seychelles, l'Union des Comores et la Zambie tireront parti du premier projet multi-pays visant à renforcer la capacité des pays membres à surveiller et à rendre compte des actions climatiques.*

**Lusaka, Zambie (Le 15 juin 2021)** — Le Conseil du [Fonds pour l'environnement mondial](#) –FEM-- a approuvé un projet de 5,7 millions USD pour renforcer la capacité de quatre États membres du [Marché commun de l'Afrique orientale et australe](#) –COMESA-- à surveiller et à notifier avec efficacité leurs progrès dans la lutte contre les changements climatiques, conformément à leurs engagements au titre de l'Accord de Paris sur le climat. Le projet comprend une subvention de 4,2 millions USD en provenance du FEM ainsi qu'un cofinancement de 1,54 million USD de la part des partenaires.

Le projet quinquennal de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence –IRCT-- permettra à l'Érythrée, aux Seychelles, à l'Union des Comores et à la Zambie de se conformer au cadre de transparence renforcé de l'Accord de Paris (article 13). Le cadre précise la façon dont les Parties à l'Accord doivent rendre compte des progrès réalisés dans les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et le soutien fourni ou reçu en matière de renforcement des capacités, de financement climatique et de technologie.

Le projet établira un Cadre de transparence IRCT régional pour l'Afrique orientale et australe en vue du suivi, de la notification et de la vérification –SNV-- des actions climatiques en vue de rendre compte des engagements climatiques des pays ou des contributions déterminées au niveau national –CDN--, et la diffusion des connaissances sur les activités liées à la transparence.

Le projet est géré par [Conservation International](#), une agence d'exécution du FEM à but non lucratif, en partenariat avec le COMESA, les gouvernements des quatre États membres du COMESA, la [Déclaration de Gaborone pour la durabilité en Afrique](#) et le [Centre régional de cartographie des ressources pour le développement](#).



CONSERVATION  
INTERNATIONAL



gaborone declaration  
for sustainability  
in africa



La Secrétaire générale du COMESA, Mme Chileshe Kapwepwe, a félicité les quatre États membres d'avoir répondu à l'appel et a chaleureusement remercié le FEM pour la subvention.

« Nous sommes ravis de recevoir cette bonne nouvelle du FEM. C'est une excellente démarche qui nous aidera à mettre en œuvre des activités essentielles dans le cadre du programme Changement climatique », a déclaré Mme Kapwepwe.

« Les quatre pays du projet sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique. Ce projet IRCT les aidera à faire la transition vers une voie plus résiliente au changement climatique et à faible émission de carbone en renforçant la capacité institutionnelle et technique des pays à suivre et à rendre compte de leur action climatique », a relevé Mme Edith Tibahwa, Cheffe du programme Changement climatique au COMESA.

« Ce projet est vital puisqu'il s'agit du premier projet IRCT multi-pays approuvé par le Conseil du FEM. Une approche régionale du renforcement des capacités pour un suivi et une notification en toute transparence de l'action climatique offre une opportunité d'apprentissage par les pairs entre les pays et contribue à relever les défis climatiques à moindre coût », a souligné Michael O'Brien-Onyeka, Vice-président senior de Conservation International, Division de terrain Afrique.

« À long terme, les résultats de ce projet IRCT amélioreront les politiques et la prise de décision dans la gestion des ressources naturelles et favoriseront la durabilité des secteurs économiques ancrés sur la nature tels que l'agriculture et le tourisme. Ils renforceront également la résilience des communautés locales au changement climatique. À titre d'illustration, la disponibilité de données précises sur les gaz à effet de serre –GES– est plus susceptible de conduire à la formulation de politiques multisectorielles à l'épreuve du climat ainsi qu'à des mesures pour réduire les émissions de GES et augmenter la séquestration du carbone », a-t-il ajouté.

Le projet IRCT s'attaquera aux principaux obstacles à la transparence climatique, tels que les données inadéquates pour un SNV efficace des émissions de GES, des capacités institutionnelles et techniques insuffisantes pour rendre le SNV opérationnel, et l'absence d'une plate-forme régionale intégrée pour l'apprentissage et la gestion des connaissances des activités liées à la transparence de l'Accord de Paris. Il produira les résultats ci-dessous qui amélioreront les rapports de transparence climatique au fil du temps :

- Améliorer les capacités techniques et les cadres institutionnels des pays participants pour planifier, suivre et rendre compte de manière transparente leurs objectifs CDN et actions climatiques. Cela comprendra l'élaboration d'inventaires de gaz à effet de serre ;
- Renforcer le cadre institutionnel régional pour que les pays membres du COMESA planifient, surveillent et rendent compte de manière transparente de leurs objectifs CDN et de leurs actions climatiques ;



CONSERVATION  
INTERNATIONAL



gaborone declaration  
for sustainability  
in africa



- Renforcer la capacité de certaines institutions académiques nationales à former les cadres de l'État concernés à mesurer, notifier et vérifier de manière transparente les émissions sur les cibles CDN des secteurs agriculture, foresterie et utilisation des terres –AFOLU-- ;
- Améliorer la transparence grâce à la création de plateformes régionales d'apprentissage, de partage et de gestion des connaissances.

En avril de cette année, il y avait 74 projets IRCT soutenus par le FEM par le biais d'agences d'exécution de ce dernier telle que Conservation International. Cette dernière gère des projets IRCT pour au moins 10 pays africains, y compris ceux achevés au Kenya et en Ouganda, plus d'autres à divers stades de développement ou de mise en œuvre.

-----

#### ***À propos de Conservation International***

Conservation International s'efforce de protéger les avantages essentiels que la nature offre aux gens. Grâce à la science, aux partenariats et au travail sur le terrain, Conservation International stimule l'innovation et les investissements dans des solutions basées sur la nature à la crise climatique, soutient la protection des habitats critiques et favorise le développement économique fondé sur la conservation de la nature. L'organisation travaille dans 30 pays à travers le monde, permettant aux sociétés à tous les niveaux de créer une planète plus propre, plus saine et plus durable. Veuillez suivre les travaux de Conservation International sur [Conservation News](#), [Facebook](#), [Twitter](#), [Instagram](#) et [YouTube](#).

#### ***À propos du COMESA***

Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe –COMESA-- est une communauté économique régionale établie en 1994, et rassemble 21 pays africains réunis dans un cadre coopératif pour une croissance économique et une prospérité durables grâce à l'intégration régionale. Fort du financement de la Commission de l'Union européenne et d'autres partenaires, le COMESA, à travers son programme Changement climatique, a soutenu diverses interventions sur le changement climatique, notamment : la participation des États membres aux négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques pour une solution mondiale durable aux menaces du changement climatique; la transposition nationale des accords environnementaux multilatéraux, y compris l'Accord de Paris et la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national –CDN-- ; le pilotage des actions phares pratiques d'adaptation et d'atténuation basées sur les écosystèmes, en mettant l'accent sur l'agriculture intelligente face au climat dans les États membres ; et un meilleur accès des États membres au financement climatique afin de pouvoir mettre en œuvre leurs CDN et leurs objectifs de développement durable –ODD--.

[www.comesa.int](http://www.comesa.int)



CONSERVATION  
INTERNATIONAL



gaborone declaration  
for sustainability  
in africa



### ***À propos du Fonds pour l'environnement mondial***

Le Fonds pour l'environnement mondial –FEM-- a été créé il y a 30 ans à la veille du Sommet de la Terre de Rio afin de s'atteler aux problèmes environnementaux les plus urgents de notre planète. Depuis lors, il a fourni plus de 21 milliards USD de subventions et mobilisé 114 milliards USD supplémentaires de cofinancement pour plus de 5 000 projets dans 170 pays. Le FEM est le plus grand fonds fiduciaire multilatéral visant à permettre aux pays en développement d'investir dans la nature et soutient la mise en œuvre des principales conventions internationales sur l'environnement, notamment la biodiversité, les changements climatiques, les produits chimiques et la désertification.